

La pertinence de la construction d'une tranche EPR à Flamanville n'est aujourd'hui plus à démontrer. En effet, outre le fait que les estimations les plus pertinentes prévoient un besoin de 25 000 MW en 2020, seule l'énergie nucléaire est aujourd'hui en mesure d'arriver à répondre à ce besoin.

Bien entendu, il faut continuer à développer d'autres moyens de productions renouvelables en privilégiant la recherche.

De plus, la crise pétrolière actuelle démontre, s'il en était besoin, la nécessité d'une indépendance énergétique. Le problème essentiel aujourd'hui me semble bien être celui de l'indépendance énergétique ce qui nous amène au financement de l'EPR.

Comment parler d'indépendance énergétique sans un financement 100 % public et 100 % français de l'EPR ?

Comment parler de fonds 100 % publics alors que l'ouverture du capital d'EDF est annoncé par le gouvernement dans le contexte du monopoly énergétique mondial que les usagers subissent ?

Pourquoi chercher des financements européens voir mondiaux alors qu'EDF a fait un bénéfice net dans les 6 premiers mois de 2005 de 2,13 milliards, que les capitaux propres à l'entreprise se sont accrus de 2,8 milliards pour atteindre 11,3 milliards.

L'argent du Service Public doit servir à la sécurité d'approvisionnement et à garantir l'indépendance énergétique. C'est sans doute aussi le meilleur garant d'une sécurité optimale.

Jean-Michel DURIEUX